

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Projet de transformation SMOFC		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-13DE10/A	Date 2012-11-21	
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-13DE10		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-329-61590		
File No. - N° de dossier hn329.W8474-13DE10	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-12-21		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dumaresq, Steve		Buyer Id - Id de l'acheteur hn329
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3487 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: <div>Specified Herein Précisé dans les présentes</div>		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution
Electrical & Electronics Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
6B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

1. Code de conduite et attestations - documentation connexe
2. Programme de contrats fédéraux – Attestation

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. OPTION - Pièces de rechange
6. OPTION - Prestation optionnelle de casques d'écoute
7. OPTION - Services de soutien
8. Responsables
9. Paiement
10. Instructions relative à la facturation
11. Attestations
12. Lois applicables
13. Ordre de priorité des documents
14. Contrat de défense
15. Clause du guide des CCUA
16. Clause du guide des CCUA (livraison)

ANNEXE "A" ÉNONCÉ DES TRAVAUX**ANNEXE "B" CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES****ANNEXE "C" CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS****ANNEXE "D" VALIDATION DE LA PROPOSITION (VP)****ANNEXE "E" BARÈME DE PRIX****ANNEXE "F" FORMULAIRE PWGSC-TPSGC 9411, DEMANDE DE RAJUSTEMENT DU TAUX DE CHANGE**

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les biens et/ou les services conformément aux exigences techniques ci-incluses à l'Annexe "A".

2.1 Période de service

La période initiale du contrat est prévu pour être 5 ans (période initiale de la garantie) plus 25 semaines (temps estimé pour la livraison et l'installation à Halifax, Nouvelle-Écosse)

2.2 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

Le soumissionnaire doit remplir et fournir, avec sa soumission, les documents prévus en annexe, lesquels font partie intégrante du présent document.

Note: En cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document **2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels**, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

Le paragraphe 8 du document 2003, instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est modifiée comme suit :

Insérer : À la demande du Canada, le soumissionnaire doit fournir une confirmation écrite de la soumission dans un délai de cinq (5) jours ouvrables.

1.1 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
A9033T	Capacité financière	2012-07-16
B1000T	Condition du matériel	2007-11-30

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées **UNIQUEMENT AU MODULE DE RÉCEPTION DES SOUMISSIONS** au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. N'envoyez pas de proposition directement à l'autorité contractante. Proposition par courriel n'est pas acceptée.

Réception des soumissions - TPSGC

11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, Noyeau 0A1

Gatineau, Québec, K1A 0S5

Tél.: 819-956-3366

Fax: 819-997-9776

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou courriel électronique à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre. Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois. À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier) et 2 copies électroniques sur DVD

Section II : Soumission financière et Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique (3 copies papier) et 2 copies électroniques sur DVD

Les soumissions techniques doivent inclure ce qui suit:

- Un ou plusieurs documents, dans lequel les soumissionnaires expliquent et présentent comment ils entendent répondre aux exigences. Indiquant simplement une conformité à un critère est insuffisant. Les soumissionnaires doivent présenter une démonstration clairement organisée, imprimé (et non à la main) qui comprend toute la documentation technique nécessaire afin de démontrer clairement leur conformité à tous les points présentés dans l'énoncé des travaux, les appendices associés et les spécifications.
- La soumission technique peut se référer à de la documentation technique, mais une copie de tous ces documents doivent être inclus dans la soumission. La soumission technique doit se conformer aux instructions particulières spécifiées à l'annexe "B" - Critères d'évaluation obligatoires et l'Annexe "C" - Critères d'évaluation cotés.
- Une copie de l'annexe "B" - Critères d'évaluation obligatoires avec la colonne "Réf la Proposition" remplie par le soumissionnaire.
- Une copie de l'annexe "C" - Critères d'évaluation Évaluation de la colonne "Réf la Proposition" remplie par le soumissionnaire.

- Une liste des pièces de rechange recommandée, comme indiqué à l'annexe "A" - Énoncé des travaux, section 5.4.

Section II : Soumission financière et attestations (1 copie papier)

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en remplissant l'annexe "E" - Barème de prix. En complétant l'annexe "E", le soumissionnaire doit:

- Entrez un montant dans la partie A, et
- Entrez un montant pour chaque année de garantie prolongée en option dans la partie B.

Le montant dans les parties C, D et E sont indemnité en espèces prédéfinie et ne peut pas être modifié par les soumissionnaires. L'utilisation des allocations en espèces sont discutées dans la Partie 6 Section 7.

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

1.1 Fluctuation du taux de change

1. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions doivent être en monnaie canadienne.
2. Les soumissionnaires peuvent demander au Canada d'assumer le risque de fluctuation du taux de change. Ils doivent en faire explicitement la demande au moment de présenter leur soumission.
3. Le montant en monnaie étrangère est la composante du prix qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Il peut comprendre le prix net FOB à l'usine du fabricant étranger, les coûts liés aux droits applicables, à la taxe d'accise, à la taxe sur les produits et services ou à la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, les droits d'entrée, les frais de transport ou de livraison payables en devises étrangères, ainsi que tous les autres frais incombant à l'importateur officiel, si les produits proviennent de l'étranger et doivent être payés en monnaie étrangère.
4. La valeur de change du montant en monnaie étrangère de la soumission ou du prix négocié doit être indiquée avec la soumission. Le formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change, peut être utilisé à cette fin. Si des paiements d'étape sont envisagés, il est recommandé d'indiquer sur le formulaire ci-dessus le montant en monnaie étrangère pour chacune des étapes.
5. Toutes les soumissions sont évaluées en monnaie canadienne. Par conséquent, aux fins de l'évaluation, le cours à midi de la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture des soumissions, ou toute autre date indiquée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion initial de la monnaie en cause. (L'autorité contractante remplira la colonne 3 du formulaire ci-dessus.)
6. Aux fins de la présente disposition sur le rajustement du taux de change, les taux proposés par les soumissionnaires ne seront pas acceptés.

-
7. S'il y a deux (2) soumissions identiques, et à condition que la soumission retenue soit toujours considérée comme la plus avantageuse pour le Canada, la préférence sera donnée au soumissionnaire qui assume la totalité ou une partie des risques liés au rajustement du taux de change, plutôt qu'à celui qui n'assume pas ces risques. De plus, le soumissionnaire qui assume tous les risques aura la préférence sur celui qui n'en assume qu'une partie.
 8. Le Canada payera le facteur de rajustement du taux de change en monnaie canadienne, en utilisant le cours à midi en vigueur à la date du paiement effectué par le Canada ou, selon le cas, conformément à l'une ou l'autre des clauses suivantes : C3015C, C3020C, C3025C, ou C3030C.

1.2 Base de prix

Le soumissionnaire doit fournir des prix fermes, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (destination), avec la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, selon le cas. Les frais de transport à destination doivent être inclus ainsi que les droits de douane et la taxe d'accise applicables.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour assurer une évaluation complète.

1. Évaluation technique

1.1 Aperçu de l'évaluation technique

L'évaluation technique sera réalisée en deux phases comme suit:

- a) Les critères d'évaluation obligatoires, y compris la partie A et B de la preuve de la proposition, et
- b) Évaluation des critères cotés, y compris la partie C de la preuve de la proposition.

L'évaluation technique sera effectuée comme suit:

- 1. L'annexe "B", les critères d'évaluation obligatoires;
- 2. L'annexe "D", la validation de la proposition (VP) partie A et la partie B (fait à l'emplacement du soumissionnaire);
- 3. Annexe "C", les critères d'évaluation cotés;
- 4. L'annexe "D", partie C VP (fait à l'emplacement du soumissionnaire).

1.2 Évaluation des critères techniques obligatoires

Les soumissions seront évaluées conformément à l'annexe "B" (Critères d'évaluation obligatoires) sur une base réussite/échec. Les offres qui ne satisfont pas à tous les critères obligatoires de l'annexe "B" (Critères d'évaluation obligatoires) sera considérée comme non conforme et pas prises en considération.

Les soumissions qui répondent à tous les critères obligatoires de l'annexe "B" (Critères d'évaluation obligatoires) seront évalués conformément à l'annexe "D" (validation de la proposition, partie A) sur une base réussite/échec. Les offres qui ne satisfont pas à tous les critères obligatoires de l'annexe "D" (validation de la proposition, partie A) sera considérée comme non conforme et pas prises en considération.

Les soumissions qui répondent à tous les critères obligatoires de l'annexe "B" (Critères d'évaluation obligatoires) et à l'annexe "D" (validation de la proposition, partie A) seront évalués conformément à l'annexe "D" (validation de la proposition, partie B) sur une base réussite/échec. Les offres qui ne satisfont pas à tous les critères obligatoires de l'annexe "D" (validation de la proposition, partie B) sera considérée comme non conforme et pas prises en considération.

Les soumissions qui répondent à tous les critères obligatoires de l'annexe "B" (Critères d'évaluation obligatoires) et à l'annexe "D" (validation de la proposition, Partie A et Partie B) seront réputés conformes et seront évaluées en fonction des critères techniques cotées à la section 1.3 ci-dessous.

1.3 Évaluation des Critères techniques cotés

Les soumissions seront évaluées conformément à l'annexe "C" (critères d'évaluation cotés) et à l'annexe "D" (validation de la proposition, partie C) et évalué une note technique.

Le tableau ci-dessous est un exemple des calculs qui seront utilisés pour calculer la note technique. Cet exemple suppose que la note technique maximum possible est 80 points.

	Soumission 1	Soumission 2	Soumission 3
Points technique	70	75	65
Calculs			
Note technique	$70/80 = 0.875$	$75/80 = 0.937$	$65/80 = 0.812$
	Arrondi à 0.88	Arrondi à 0.94	Arrondi à 0.81

1.4 Validation de la proposition (Test de la viabilité de la solution proposée, conformément à l'annexe "D")

La validation de la proposition (VP) doit se dérouler dans les locaux du soumissionnaire, sans frais pour le Canada. Toutefois, le Canada paiera pour les déplacements de l'équipe d'évaluation ainsi que les frais de subsistance.

Le soumissionnaire doit commencer la validation de la proposition dans les dix (10) jours ouvrables avec un préavis écrit. Si le soumissionnaire n'est pas prêt à commencer la validation de la proposition dans ce délai, la soumission du soumissionnaire doit être considérée comme non conforme.

Le soumissionnaire doit passer avec succès la partie A et la partie B de la validation de la proposition dans les trois (3) jours ouvrables consécutifs. Si le soumissionnaire n'est pas validé par la partie A et la partie B de la validation de la proposition dans ce délai, la soumission du soumissionnaire doit être considérée comme non conforme.

Le soumissionnaire aura un (1) jour ouvrable pour effectuer la partie C de la validation de la proposition.

Afin de permettre aux soumissionnaires de préparer leur solution pour la validation de la proposition dans un délai raisonnable, le Canada propose d'envoyer deux représentants à l'installation de chaque soumissionnaire avec un STE-R et un STE-Office avec cartes crypto (KSV) pour pas plus de douze (12) jours civils consécutifs commençant un lundi et se terminant le vendredi. Le Canada paiera pour les déplacements des représentants du Canada et des frais de subsistance.

Si le soumissionnaire accepte l'offre du Canada, les conditions suivantes s'appliquent. L'incapacité d'un soumissionnaire ou le refus d'accepter ou de se conformer à ces conditions entraînera la soumission étant jugée non conforme:

- Les représentants du Canada se rendront à l'emplacement du soumissionnaire au moment du choix du Canada. Cela devrait avoir lieu dans les trois semaines après la clôture de la demande de propositions et 2-3 semaines avant la tenue de la VP;
- Les représentants du Canada fera la démonstration au soumissionnaire que les STE sont fonctionnels à l'arrivée. Le soumissionnaire doit signer et retourner un formulaire pour les représentants du Canada reconnaissant que les STE sont entièrement fonctionnels avant d'être autorisés à se connecter;

- Les représentants du Canada surveillera les STE à l'emplacement du soumissionnaire. Un seul représentant du Canada doit être en mesure de voir les deux STE en tout temps;
- Le soumissionnaire doit fournir une armoire fermant à clé pour sécuriser les STE pendant que les représentants du Canada sont hors du site. Les représentants du Canada va transporter et utiliser ses propres serrures; et
- Tout le personnel soumissionnaire travaillant dans la salle où les STE sont situés doivent recevoir une brève de sécurité obligatoire par les représentants du Canada.

Les soumissionnaires qui choisissent de ne pas accepter l'offre du Canada n'a aucun recours si leur soumission ne réussit pas à satisfaire toutes les exigences obligatoires de l'annexe "D" (validation de la proposition, partie A).

2. Évaluation financière

Les facteurs suivants obligatoires seront prises en considération dans l'évaluation de chaque soumission:

- Doit avoir satisfait à tous les critères d'évaluation obligatoires du présent document;
- La conformité avec les exigences de prix et le barème de prix présenté à l'annexe "E";
- Si le soumissionnaire demande au Canada d'assumer le risque de la fluctuation du taux de change, comme indiqué à la partie 3, paragraphe 1.3, un formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change, doit être jointe à la soumission.

Le prix totale de la soumission pour évaluation sera la somme de tous les prix à l'annexe "E" du présent document.

La soumission conforme la moins disante sera attribué la note financière maximum de 1,00 et toutes les autres propositions seront calculés en conséquence. Le tableau ci-dessous est un exemple des calculs qui seront utilisés.

	Soumission 1	Soumission 2	Soumission 3
Prix totale de la soumission pour évaluation	C\$95,000.00	C\$65,000.00	C\$80,000.00
Calculs			
Note financière	$65,000/95,000 = 0.684$	$65,000/65,000 = 1.00$	$65,000/80,000 = 0.812$
	Arrondi à 0.68	Arrondi à 1.00	Arrondi à 0.81

3. Méthode de sélection

La sélection du soumissionnaire le mieux classé sera basé sur la somme pondérée de la note technique et la note financière de chaque soumission, où la note technique est pondérée à 20% et la note financière est pondéré à 80% de la note totale de la soumission. Toutes les notes seront arrondis à deux (2) décimales. Le tableau ci-dessous est un exemple des calculs qui seront utilisés pour déterminer les notes totales de chaque soumission. Dans ce cas, le soumissionnaire le mieux classé est le soumissionnaire 2 car il a obtenu la note totale la plus élevée.

	Soumission 1	Soumission 2	Soumission 3
Note technique	0.88	0.94	0.81
Note financière	0.68	1	0.81
Calculs de la note totale de la soumission =	0.88 (0.20) + 0.68 (0.80) 0.176 + 0.544 Arrondi à 0.18+0.54	0.94 (0.20) + 1.00 (0.80) 0.188 + 0.80 Arrondi à 0.19 + 0.80	0.81 (0.20) + 0.81 (0.80) 0.162 + 0.648 Arrondi à 0.16 + 0.65
Note totale de la soumission	0.72	0.99	0.81

Dans le cas où deux ou plusieurs soumissionnaires obtiennent la même note totale de la soumission, calculée à deux décimales, le soumissionnaire avec la meilleure note technique sera déclaré le mieux classé (gagnant).

4. Attestation ou conditions préalables au contrat

- Attestations relatives au Code de conduite, comme précisé à la Partie 5;
- Programme de contrats fédéraux, comme précisé à la Partie 5;
- La capacité financière, comme précisé à Partie 2, para. 1.1.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2. Programme de contrats fédéraux – Attestation

Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.
3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-13DE10/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn329

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-13DE10

File No. - N° du dossier

hn329W8474-13DE10

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDC (puisque n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) () est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDC.

Signature

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les biens et/ou services qui ont trait aux exigences techniques ci-incluses à l'Annexe "A".

2.1 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2012-11-19), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période initiale du contrat est du ___date___ au ___date___ inclusivement.

4.2 OPTION - Garantie prolongée (conformément à l'annexe "A", section 5.3)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus cinq (5) périodes additionnelles de un (1) an de garantie prolongée selon les mêmes conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la période de prolongation du contrat, il sera payé conformément aux conditions et modalités qui y sont mentionnés.

Année 1 de la garantie prolongée:	Du ___date___ au ___date___ inclusivement;
Année 2 de la garantie prolongée:	Du ___date___ au ___date___ inclusivement;
Année 3 de la garantie prolongée:	Du ___date___ au ___date___ inclusivement;
Année 4 de la garantie prolongée:	Du ___date___ au ___date___ inclusivement;
Année 5 de la garantie prolongée:	Du ___date___ au ___date___ inclusivement;

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée par une modification au contrat.

5. OPTION - Pièces de rechange (conformément à l'annexe "A", section 5.4)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir des pièces de rechange de la liste des pièces de rechange recommandées (LPR) pour les LRU de la solution RBVS dans chaque centre pour couvrir jusqu'à 10.5 années de fonctionnement, selon les mêmes conditions et aux prix et/ou taux mentionnés dans le contrat.

Montant total permis pour achats de Pièces de rechange (Annexe A, Section 5.4), selon le besoin, ne doit pas dépasser 250,000 \$ CDN, incluant les taxes.

L'autorité contractante peut exercer l'option à tout moment avant l'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Aucune disposition du présent Contrat nécessitera au Canada d'exercer l'option et l'exercice de l'option est à la seule discrétion du Canada.

6. OPTION - Prestation optionnelle de casques d'écoute (conformément à l'annexe "A", section 7.5)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir jusqu'à 80 casques supplémentaires et 80 dans les commutateurs de ligne PTT qui sont compatibles avec la solution RBVS.

Montant total permis pour la prestation de casques d'écoute (Annexe A", Section 7.5), selon le besoin, ne doit pas dépasser 50,000 \$ CDN, incluant les taxes.

L'entrepreneur peut fournir des devis pour plus d'une marque/modèle de casque. Le MDN se réserve le droit d'acheter un certain nombre de casque d'écoute entre 60 et 80 unités et dans n'importe quelle combinaison de marque/modèle présentée par l'entrepreneur.

L'autorité contractante peut exercer l'option à tout moment avant l'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Aucune disposition du présent Contrat nécessitera au Canada d'exercer l'option et l'exercice de l'option est à la seule discrétion du Canada.

7. OPTION - Services de soutien (conformément à l'annexe "A", section 5.5)

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de demander des services optionnels, tels que détaillés à l'annexe "A", section 5.5, sur une base comme-nécessaire.

Montant total permis pour l'acquisition de Services de soutien (Annexe A, Section 5.5), selon le besoin, ne doit pas dépasser 250,000\$ CDN, incluant les taxes.

Dès réception d'une demande de service en option par le Canada, l'entrepreneur doit fournir un devis détaillé des travaux à effectuer et le soumettre à l'autorité technique. Après examen du devis, le responsable technique peut choisir de demander à l'entrepreneur d'effectuer les travaux en émettant une autorisation de tâches signée à l'entrepreneur.

L'autorité contractante peut exercer l'option à tout moment avant l'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur. Aucune disposition du présent Contrat nécessitera au Canada d'exercer l'option et l'exercice de l'option est à la seule discrétion du Canada.

8. Responsables

8.1 Autorité contractante

Steve Dumaresq
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division HN
7B3, Place du Portage, Phase III
11 rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-3487
Télécopieur : (819) 953-4944
Courriel : steve.dumaresq@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

8.2 Responsable technique

Nom : à compléter à l'adjudication du contrat
Titre : à compléter à l'adjudication du contrat
Téléphone : (xxx) xxx-xxxx
Télécopieur : (xxx) xxx-xxxx
Courriel : à compléter à l'adjudication du contrat

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

8.3 Représentant de l'entrepreneur

Renseignements généraux :

Nom : à compléter à l'adjudication du contrat
Téléphone : à compléter à l'adjudication du contrat
Télécopieur : à compléter à l'adjudication du contrat
Courriel : à compléter à l'adjudication du contrat

Suivi de la livraison :

Nom : à compléter à l'adjudication du contrat
 Téléphone : à compléter à l'adjudication du contrat
 Télécopieur : à compléter à l'adjudication du contrat
 Courriel : à compléter à l'adjudication du contrat

9. Paiement**9.1 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de (insérer lors de l'octroi du contrat) \$ CDN. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,
selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

9.2 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
C2611C	Droits de douane - l'entrepreneur est l'importateur	2007-11-30
D0050C	Certificat d'utilisateur final	2007-05-25
G1005C	Exigences en matière d'assurance	2008-05-12
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

9.3 Calendrier des étapes

Le vendeur doit facturer les biens et services au titre du présent contrat reposant sur la réalisation des étapes décrites ci-dessous. Chaque facture ne doit pas être plus que le pourcentage du coût de l'offre du fournisseur sous le titre A de l'annexe "E" - Barème de prix.

Le calendrier des étapes pour lesquelles les paiements seront effectués en conformité avec le contrat est comme suit:

- | | |
|---|-----|
| 1. Conception du panneau de commande version 1 (Annexe A, partie 3) | 5% |
| 2. Livraison du premier cours de formation (Annexe A, partie 6) | 5% |
| 3. Acceptation de l'installation RBVS à MetOc Halifax (Annexe A, partie 4) | 20% |
| 4. Acceptation de l'installation RBVS à MetOc Esquimalt (Annexe A, partie 4) | 20% |
| 5. Livraison du deuxième cours de formation (Annexe A, partie 6) | 5% |
| 6. Acceptation de la solution RBVS à JMC (Annexe A, partie 4) | 35% |
| 7. La mise en œuvre du panneau de commande version 2 dans tous les centres (Annexe A, partie 3) | 10% |

Le vendeur doit facturer pour l'option - pièces de rechange (Annexe A, section 5.4) et Option - Casque d'écoute (Annexe A, section 7.6) lors de la livraison de la marchandise au MDN.

Le vendeur doit facturer pour les services de soutien en option (Annexe A, section 5.5) sur l'acceptation par le Canada des biens et services autorisés par une autorisation de tâches.

Le vendeur doit facturer pour la garantie prolongée et les périodes de service (Annexe A section 5.3) lors de la passation de chaque marché individuel pour extension de garantie et de service pour le vendeur.

9.4 Taux de change/paiements d'étape (si applicable)

1. Le prix en monnaie canadienne comprend le montant en monnaie étrangère pour les biens, les services ou les deux provenant de l'extérieur du Canada, tel que précisé au formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change à l'annexe "F" ci-joint. Si une ou plusieurs étapes comporte(nt) un montant en monnaie étrangère qui devient payable au terme de l'étape, il faut remplir pour chacune de ces étapes un formulaire PWGSC-TPSGC 9411 distinct et le joindre à la facture.
2. Si une étape comporte l'importation de biens, de services ou les deux au Canada, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera celui appliqué par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à la date de l'importation. Dans le cas d'une étape qui ne comporte pas l'importation de biens, de services ou les deux, mais qui comprend un montant en monnaie étrangère, le taux de change utilisé pour calculer le rajustement sera le taux de change de la Banque du Canada en vigueur à midi, à la date à laquelle le paiement d'étape devient exigible.
3. Aucun rajustement de prix résultant directement de l'application des dispositions de la présente clause ne sera effectué si les augmentations ou les diminutions du taux de change sont de l'ordre de plus ou moins 2 p. 100 du(des) taux de change mentionné(s) ci-dessus, ou équivalent à plus ou moins 100 \$ du montant total cumulatif demandé en guise de rajustement du taux de change en vertu du contrat.
4. Sur chaque facture ou demande de paiement d'étape présentée en vertu du contrat, l'entrepreneur doit indiquer, de façon distincte, le facteur de rajustement du taux de change (à la hausse, à la baisse ou stable). Si des biens, des services ou les deux sont livrés, il doit joindre à la facture ou au formulaire de demande de paiement d'étape une copie du formulaire B3-3, Douanes Canada - Formule de codage, de l'ASFC. Lorsque les biens, les services ou les deux n'ont pas été importés, l'entrepreneur doit prouver, à la satisfaction du Canada, que le montant réclamé doit être payé en monnaie étrangère par l'entrepreneur.
5. Le Canada pourra vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de cette clause.

9.5 Autorisation de tâches

Autorisation de tâches:

Aux fins de l'article 7 (OPTION - Services de soutien (Annexe A, Section 5.5))

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

Processus d'autorisation des tâches:

Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 fourni par la MDN.

L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.

L'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.

L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le responsable technique. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

Approbation des autorisations de tâches:

Le responsable technique peut approuver une autorisation de tâches estimé à un maximum de 100,000.00 \$ (TPS/TVH incluse). Le responsable technique peut également approuver des modifications à l'autorisation de tâches, jusqu'à concurrence d'un montant total (valeur de l'autorisation de tâches original et tous les amendements) de \$ 100,000.00 (TPS/TVH incluse).

Dans le cas où le prix total d'une autorisation de tâches est supérieur à 100,000.00 \$ (TPS/TVH incluse), l'autorisation écrite de TPSGC est nécessaire avant le début des travaux.

L'Autorité Contractante est tenu d'approuver toute modification de l'autorisation de tâches où le montant total (valeur de l'autorisation de tâches original et tous les amendements) est supérieure à 100,000.00 \$ (TPS/TVH incluse). L'entrepreneur ne doit pas procéder aux travaux sans l'autorisation écrite préalable de TPSGC.

10. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Quartier général de la Défense nationale
Immeuble Mgén George R. Pearkes
101, Promenade du Colonel By
Ottawa (ON), K1A 0K2
Au soin de : _____.

- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

Travaux publics et services gouvernementaux Canada
Division « HN »
7B3 Place du Portage, Phase III
11 rue Laurier, Gatineau, QC K1A 0S5

11. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

12. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2012-11-19) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe "A", Énoncé des travaux;
- d) Annexe "E", Barème de prix;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du __date__.

14. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

15. Clauses du guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)	2010-08-16

16. Clauses du Guide des CCUA (livraison)

Références de CCUA	Section	Date
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30

16.1 Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) (destination) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-13DE10/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hn329W8474-13DE10

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn329

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-13DE10

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE "A" ÉNONCÉ DES TRAVAUX
(Voir ci-joint)

ANNEXE "B" CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES
(Voir ci-joint)

ANNEXE "C" CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS
(Voir ci-joint)

ANNEXE "D" VALIDATION DE LA PROPOSITION (VP)
(Voir ci-joint)

ANNEXE "E" BARÈME DE PRIX

Solution de communication téléphoniquerouge/noire (CTRN)

Le soumissionnaire doit fournir des prix fermes, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (destination), avec la taxe sur les produits et services (TPS) et/ou la taxe de vente harmonisée (TVH) en sus, selon le cas. Les frais de transport à destination doivent être inclus ainsi que les droits de douane et la taxe d'accise applicables.

Partie A Solution CTRN (Annexe "A")

- Rendement du CRTN (Annexe A, Partie 2)
- Conception du panneau de commande (Annexe A, Partie 3)
- Installation et essai sur place (Annexe A, Partie 4)
- Garantie et support de 5 ans (Annexe A, Section 5.2)
- Services de formation (Annexe A, Part 6)
- Autres services inclus (Annexe A, Sections 7.1, 7.2, 7.3 and 7.4)

Solution CTRN \$ _____

Le soumissionnaire doit fournir une répartition détaillée des coût pour démontrer comment le montant est obtenu.

Partie B OPTION - Garantie prolongée (Annexe "A", section 5.3)

Le soumissionnaire doit fournir une répartition détaillée des coût pour démontrer comment les montants sont obtenus.

- Année 1 de garantie prolongée	\$ _____
- Année 2 de garantie prolongée	\$ _____
- Année 3 de garantie prolongée	\$ _____
- Année 4 de garantie prolongée	\$ _____
- Année 5 de garantie prolongée	\$ _____

Partie C OPTION - Montant total permis pour achats de Pièces de rechange (Annexe A, Section 5.4), selon le besoin, ne doit pas dépasser 250K

\$ 250,000

Partie D OPTION - Montant total permis pour la prestation de casques d'écoute (Annexe A", Section 7.5), selon le besoin, ne doit pas dépasser 50K

\$ 50,000

Partie E OPTION - Montant total permis pour l'acquisition de Services de soutien (Annexe A, Section 5.5), selon le besoin, ne doit pas dépasser 250K

\$ 250,000

PRIX TOTALE DE LA SOUMISSION POUR ÉVALUATION (somme de tous les articles ci-dessus)

\$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-13DE10/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hn329

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W8474-13DE10

hn329W8474-13DE10

ANNEXE "F"
Formulaire PWGSC-TPSGC 9411, Demande de rajustement du taux de change
(Voir ci-joint)